

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Le journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : { Pour Roubaix, 25 francs par an.
 : 14 : six mois.
 : 7 50 : trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFITTE, BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFITTE, BULLIER et C^{ie}, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Roubaix, 21 décembre 1864.

BULLETIN.

Plusieurs journaux français annoncent que la prochaine session législative s'ouvrira le 16 janvier. On assure que cette nouvelle est inexacte et que l'ouverture de la session reste fixée au milieu de février. Le gouvernement voudrait pouvoir présenter le budget dès les premiers jours.

La haute sentence arbitrale rendue par l'Empereur Napoléon, par suite des difficultés qui s'étaient élevées entre le gouvernement égyptien et la compagnie du canal maritime de Suez, et que les parties se sont engagées à tenir comme jugement souverain et sans recours, continue de recevoir son exécution.

Une dépêche d'Ismailia, datée du 7 décembre, annonce que le président de la compagnie universelle du canal de Suez a été officiellement informé par le vice-roi d'Égypte que, déférant à la sentence impériale, Son Altesse allait commencer immédiatement les travaux du canal d'eau douce du Caire à l'Onady.

Déjà le vice-roi s'était empressé de mettre à la disposition de la compagnie la somme de 3 millions 250,000 francs formant le premier terme, à l'échéance du mois de novembre dernier, de l'indemnité mise à la charge du gouvernement égyptien par la décision de l'arbitre impérial.

La Chambre des députés d'Italie s'est ajournée au 5 janvier.

On mande d'Athènes, le 8, que les bruits de crise ministérielle prennent de la consistance; on considère comme nécessaire un changement de cabinet, après les phases difficiles que l'on vient de traverser. Toutefois, l'opinion publique n'indique pas encore les successeurs à donner aux ministres actuels. Il est vrai que les différents partis proposent leurs candidats; mais les partis ne sont pas la nation.

Ce que l'on reproche surtout au ministère Canaris, c'est l'inaction de la justice, l'impunité laissée au brigandage et les tendances des provinces au particularisme, qui rendent impossible l'unité gouvernementale.

Le correspondant général du Times lui mande de New-York, à la date du 7 décembre :

L'expédition fédérale partie de Port-Royal a été attaquée et battue. Elle a été forcée de se replier en laissant ses morts et ses blessés sur le champ de bataille.

Les journaux d'Augusta disent que Sherman laisse pour toute trace derrière lui dans les campagnes, des cadavres de soldats, des animaux égorgés, et du matériel de guerre abandonné.

Le ministre des finances, M. Fessenden, dans un rapport soumis au congrès, évalue la dette en juillet 1863 à 2,223,064,677 dollars (11 milliards 785 millions) et il exprime l'opinion que si la durée et les dépenses de guerre avaient pu être prévues, on ne l'aurait jamais entreprise.

J. REBOUX.

On lit dans le Constitutionnel, sous la signature de M. L. Boniface :

« Le Moniteur a publié une note, que nous avons reproduite, pour rappeler qu'il est interdit de rendre compte des séances non publiques du Conseil d'Etat.

« Le législateur, en formulant cette interdiction, a été guidé par des motifs fort judicieux et qu'il est facile de comprendre.

« Le Conseil d'Etat est chargé de préparer, d'élaborer les lois, c'est aux hommes éclairés qui le composent qu'est échue la tâche souvent délicate et difficile d'examiner si telle modification serait opportune, si telle innovation s'harmoniserait avec l'ensemble de notre législation, si tel projet, enfin, est pratique, utile et mérite de devenir l'objet d'une discussion plus avancée et plus approfondie. C'est cette discussion commencée déjà mûrie au sein du Conseil d'Etat, qui s'achève ensuite devant les Chambres : le projet de loi entre alors en quelque sorte dans une seconde phase, où il se présente avec les solides garanties qu'il a puisées dans l'examen préalable, sévère et consciencieux du Conseil d'Etat.

« Il n'est pas besoin de faire longuement ressortir les inconvénients qu'entraînerait la publicité des projets de loi qui n'ont pas encore complètement subi l'épreuve de ce premier examen ou des débats auxquels ils donnent lieu. Ce serait, dans bien des cas, éveiller gratuitement des craintes ou des espérances selon les intérêts affectés par un projet à peine ébauché, ce serait jeter longtemps à l'avance dans le pays des incertitudes nuisibles à la bonne marche des affaires; ce serait aussi engager le gouvernement dans des questions sur lesquelles il cherche encore à s'éclairer et se réserve de modifier ou même d'abandonner sa pensée première.

« On doit donc savoir gré au législateur dont la prévoyance a voulu restreindre aux membres d'un corps aussi distingué, aussi expérimenté que le Conseil d'Etat, la connaissance des projets de loi qui ne sont encore qu'en germe.

« Tel est le caractère, telle est la sagesse, de la disposition légale qui interdit la publicité des discussions intérieures du Conseil d'Etat. Le gouvernement n'a fait que son devoir en la rappelant à ceux qui paraissent l'avoir oubliée. »

On écrit de New-York, 2 décembre au Moniteur :

« Une bataille sanglante quoique indéfinie, vient d'avoir lieu à Franklin, petite ville du Tennessee, située à 20 milles au sud de Nashville, entre deux divisions de l'armée du général Hood et une partie des forces fédérales commandées par le général Schofield. Les troupes du Nord s'étaient successivement repliées de Pulaski sur Columbia, et de cette dernière place sur Franklin. Ce mouvement retrogarde, qui avait commencé le 22 novembre, était motivé par la nécessité où se trouvait le général Thomas d'attendre les renforts qui lui avaient été promis, tant du Missouri que des Etats du centre et de l'est. Au fur et à mesure que les fédéraux reculaient, les confédérés avançaient, mais il n'y avait encore eu entre les deux armées que des escarmouches de peu d'importance. Le premier combat sérieux qui ait été livré est celui du mercredi 30 novembre. Schofield s'est cru assez fort pour recevoir l'assaut que Hood s'appretait à lui donner, et le succès a justifié sa confiance.

« Les confédérés ont chargé à différentes reprises, avec beaucoup de courage et d'impétuosité, les fortes positions occupées par les fédéraux sur les bords de la rivière Big-Harpeh, qui coule à Franklin, et chaque fois ils ont été repoussés. La bataille a duré de quatre à six heures de l'après-midi, elle aurait, d'après les bulletins officiels, coûté 5 à 6,000 hommes aux troupes du Sud, et 7 à 800 seulement à celles du Nord. Malgré cet avantage, le général Schofield a évacué dans la nuit le champ de bataille dont il était resté maître et s'est replié jusque sous les murs de Nashville. L'armée fédérale est maintenant concentrée à une distance de trois milles de la capitale du Tennessee, et l'armée confédérée est rangée devant elle, prête à lui disputer la possession de cette ville. Un nouveau combat semble donc imminent.

« Les opérations du général Sherman sont toujours enveloppées d'une grande obscurité. Il paraît cependant que les troupes fédérales n'ont point encore fran-

chi la rivière Ocoee, qui coule du nord-ouest au sud-est et forme, par sa jonction avec la rivière Ocmulgee, le fleuve Altamaha. Si l'on en croit la presse du Sud, des troupes régulières seraient en marche de Savannah, de Charleston, de Wilmington, de Richmond même pour arrêter le général Sherman, qui aurait prochainement à lutter contre les généraux Bragg, Wade, Hampton et Breckenridge; ce dernier aurait été rappelé du Tennessee oriental et chargé d'un commandement en Géorgie.

« L'expédition du général Sherman semblait ne pouvoir réussir qu'à force de promptitude et de secret. Maintenant que le mystère en est dévoilé, il est à craindre qu'elle n'échoue si M. Jefferson Davis se sent assez en sûreté sur le littoral de l'Atlantique pour envoyer des troupes en nombre suffisant au cœur de la Géorgie. L'opinion publique ne paraît pourtant trahir aucun découragement dans le Nord, et l'administration fédérale partage, dit-on, ses espérances.

« L'accident arrivé au corsaire Florida a fait l'objet d'une enquête sérieuse dont le but est d'établir le caractère tout fortuit de cet événement. »

On lit dans le Bulletin de Paris :

« Le baron de Meyendorff chargé d'affaires de Russie, a quitté Rome et s'est rendu à Florence. On s'attend à une rupture de relations entre Saint-Petersbourg et le Vatican. »

Des correspondances romaines adressées à l'Agence Bullier annoncent diverses mesures libérales et économiques prises par le gouvernement pontifical. Ainsi, l'on appliquerait les troupes aux travaux des chemins de fer, et l'on augmenterait les traitements des petits employés administratifs.

La même agence a reçu diverses dépêches de Turin, qui démentent expressément le bruit d'une prétendue maladie du roi Victor Emmanuel. Cette rectification porte par surcroît sur la rumeur d'après laquelle le prince Napoléon, au lieu de se rendre à sa propriété voisine de Genève, aurait été mandé à Turin par suite de la maladie de son beau-père. S. A. I. sera de retour pour les fêtes de Noël à Paris.

Voici, d'après la Gazette officielle du Royaume de l'Italie, le texte de la loi, relative au transfert de la capitale :

« Art. 1^{er}. — La capitale du royaume sera transférée à Florence, dans les six mois à partir de la date de la présente loi.

« Art. 2. — Pour les frais du transfert, il est ouvert, à la parti extraordinaire du budget de l'intérieur et à un chapitre spécial, un crédit de 7 millions de francs réparti comme suit : exercice 1864, 2 millions de francs; exercice 1865, 5 millions de francs.

« Les ministres de l'intérieur, des finances et des travaux publics sont spécialement chargés de l'exécution de la présente loi. »

La Gazette contenait en outre ce décret :

« Article unique. — Pleine et entière exécution sera donnée à la convention conclue entre l'Italie et la France et signée à Paris le 15 du mois de septembre de l'année courante 1864. »

On écrit de Berlin, 15 décembre :

La signature du protocole additionnel au traité de commerce du 2 août 1862, a eu lieu hier. Dans notre monde gouvernemental on se loue beaucoup de la facilité avec laquelle la France a accordé les modifications du traité de 1862, que les Etats allemands avaient réclamées à l'occasion du renouvellement des traités du Zollverein.

Le Zollverein reconstitué devra, maintenant, entrer en négociations avec l'Autriche sur le renouvellement du traité de 1853. Ces négociations n'auront pas lieu à Prague, comme on l'a prétendu, mais à Berlin même. Le jour de leur ouverture ne peut pas encore être fixé, puisque la Saxe et la Bavière n'ont pas encore désigné les commissaires qui prendront part à ce travail. Depuis quelque temps, les pourparlers entre les cabinets de Berlin et de Vienne avaient cessé, il n'y a donc pas lieu de croire que M. de Bismark ait fait à l'Autriche de nouvelles concessions qui porteraient atteinte à l'article 31 du traité français.

La Compagnie de l'Isthme de Suez vient d'être officiellement informée par le vice-roi d'Égypte, qu'en exécution de la sentence impériale, S. A. allait commencer immédiatement les travaux du canal d'eau douce du Caire à l'Onady.

Ainsi tombent les bruits répandus par des correspondances malveillantes ou intéressées. La nouvelle officielle que nous rapportons, constate le troisième acte d'adhésion du vice-roi à la sentence impériale; le premier est son acceptation dès que la sentence a été connue, le deuxième est le versement en acquit du terme échu de l'indemnité, d'une somme de 3,250,000 fr., en une traite payable à Paris, le 15 janvier prochain, traite actuellement entre les mains de la Compagnie; le troisième est la mise en cours d'exécution du canal du Caire à l'Onady.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

Varsovie, 17 décemb. (officiel).

Le journal officiel rend compte de l'exécution des gendarmes pendeurs Wuentowski, Jaskulski, Olesinski, Bronowski, Frost, Gochansen et des frères Bernatski, convaincus, les deux premiers d'avoir pris part au complot dirigé contre la vie du comte de Berg et d'avoir mis le feu en 1863, à l'Hotel-de-Ville de Varsovie, les autres de nombreux assassinats commis pendant la dernière révolte.

Lisbonne, 17 décembre, soir.

La Navare, des messageries impériales, arrivée hier du Brésil, est repartie aujourd'hui, à onze heures, avec 65 passagers du Brésil et 16 pris à Lisbonne. L'état sanitaire était bon.

Cours : Rio sur Paris, 350 à 360; Londres, 26 1/2. — Café, première bonne, 5,600 à 5,700. — 2,781 sacs cacao. — Arrivages dans la quinzaine, 87,828 sacs. — Stock, 106,316 sacs.

Cours : Buenos-Ayres sur Paris, 83.20; Londres, 49 1/4. — Montevideo sur Paris, 82.50; Londres, 41 1/4.

Le Parana avait touché à Pernambuco le 28 novembre, et l'Estramadure à Saint-Vincent le 6 décembre.

Genève, 18 décembre.

Assises fédérales. — La séance est ouverte à midi. On continue l'audition des témoins à décharge. Des individus, ayant fait partie de la bande armée de la rue Chantepoulet qui tira sur les conservateurs, déclarent que M. Fontanel a relevé avec sa canne des fusils dirigés contre le corège. Il résulte encore des témoignages entendus que MM. Fontanel et John Perrier empêchèrent les radicaux de monter à l'Hotel-de-Ville pour attaquer les conservateurs.

Marseille, 18 décembre.

Les lettres de Rome, arrivées en retard, annoncent que le baron de Meyendorff, chargé d'affaires de Russie, a quitté Rome subitement. Il est inexact que le Pape lui ait envoyé ses passeports, mais on pense que cette mesure pourrait bien être prise si le Czar interdisait, comme on le dit, toutes relations entre l'Eglise de Pologne

et Rome. Le baron de Meyendorff se serait rendu à Florence afin d'éviter les réceptions diplomatiques qui ont lieu au Vatican à l'occasion de Noël et de la fête du Pape. Mgr de Mérode emploie les troupes pontificales à ouvrir l'avenue de la gare. Les appointements des petits employés à Rome ont été augmentés.

Turin, 18 décembre.

La Chambre des députés a autorisé, dans sa séance de nuit, l'exercice provisoire du premier trimestre de 1865.

La Chambre s'est ensuite ajournée au 5 janvier.

Madrid, 18 décembre.

La Gazette de Madrid publie un décret royal qui promet un intérêt de 3 pour cent pour des termes fixes de huit à douze mois.

Le journal las Noticias dit qu'il est arrivé beaucoup de dépêches des provinces constatant que la rentrée au pouvoir du cabinet Narvaez a été généralement approuvée.

Cadix, 18 décembre.

Le vapeur Puerto Rico, venant de la Havane, est entré aujourd'hui dans notre port.

Les nouvelles des Antilles ne contiennent rien de saillant.

Copenhague, 19 décembre.

Hier, le comité du Folkething s'est mis d'accord avec le gouvernement. Le projet de gouvernement ne maintient que le paragraphe ordonnant l'exclusion des membres du Schleswig.

Le budget normal durera jusqu'au 31 mars 1866. Toutes les modifications à la Constitution devront être votées par la majorité absolue du nombre effectif des membres actuels.

Londres, 19 décembre.

Le correspondant spécial du Times lui mande de New-York à la date du 7 décembre :

Les nouvelles de Sherman sont contradictoires. Les derniers bulletins le représentent comme étant toujours entre les rivières Ocoee et Ocmulgee. Tous les approvisionnements qui se trouvaient à sa portée ont été éloignés ou détruits. Les localités qu'il a à parcourir sont marécageuses et insalubres.

L'expédition fédérale partie de Port-Royal a été attaquée et battue. Elle a été forcée de se replier en laissant ses morts et ses blessés sur le champ de bataille.

Les journaux d'Augusta disent que les chemins de fer et les télégraphes endommagés par Sherman sont en voie de réparation. Sherman laisse pour toute trace derrière lui dans les campagnes des cadavres de soldats, des animaux égorgés et du matériel de guerre abandonné. Hood serre de près Nashville.

Les rapports confédérés prétendent que le mot d'ordre donné par Sherman au moment de se mettre en marche a été de tout mettre à feu et à sang dans le Tennessee oriental, en un mot de dévaster complètement le pays.

Le ministre des finances, M. Fessenden, dans un rapport soumis au Congrès, évalue la dette en juillet 1865, à 2,223,064,677 dollars (11 milliards 785 millions) et il exprime l'opinion que si la durée et les dépenses de la guerre avaient pu être prévues, on ne l'aurait jamais entreprise. — L'or est à 240.

S'il faut s'en rapporter au résumé télégraphique que nous apporte l'Asia, le message du président Lincoln fait concevoir les craintes les plus fondées sur la continuation de la guerre.

Voici le résumé du message :

« Une tentative de négocier avec Jefferson Davis n'aboutirait à rien; il ne veut que la rupture de l'Union, ce à quoi le Nord ne consentira pas. Le Sud peut obtenir la paix par sa soumission à l'autorité nationale.

« M. Lincoln maintient tout entière la politique émancipatrice adoptée par lui,